

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 31/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur 

SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8

46, rue de Lagny
93100 Montreuil

Références : UDRD.2024.05.R.24
Code AIOT : 0005804051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 implanté Boulevard de l'île aux oiseaux 76530 Grand-Couronne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection inopinée du 23 mai 2024 visait à vérifier le fonctionnement continu du confinement hydraulique mis en place par l'exploitant depuis le mois de novembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8
- Boulevard de l'île aux oiseaux 76530 Grand-Couronne
- Code AIOT : 0005804051
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 dispose sur son site de Grand-Couronne d'un entrepôt couvert destiné au stockage de matières et produits combustibles divisé en 4 cellules de 5900m² louées à 4 locataires différents. Un incendie s'est déclaré dans l'entrepôt le 16 janvier 2023.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution
- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesures de confinement de la pollution	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.1 de l'annexe	Mise en demeure, respect de prescription	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion et traitement des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 3 de l'annexe	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite d'inspection du 23 mai 2024, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral mettant en demeure la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 de se conformer à l'article 2.1 annexé à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié en remettant en fonctionnement dans un délai d'un jour le confinement hydraulique des eaux souterraines de son site.

L'exploitant veillera par ailleurs à détailler à l'inspection des installations classées l'état actuel des différentes eaux stockées sur son site (demande n°1), à vidanger ses 2 bâches souples (demande n°2) et à entretenir les accès à son point de rejet final (demande n°3).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de confinement de la pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.1 de l'annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Fonctionnement de la barrière hydraulique
Prescription contrôlée :

Avant le 30 septembre 2023, l'exploitant met en œuvre le confinement prévu par le protocole en date du 11 juillet 2023 et référencé 23B950032BH.

[...]

Ce confinement a pour objectifs d'éviter la propagation de la pollution identifiée dans la nappe alluviale au droit du site sinistré (notamment au lithium).

Le confinement hydraulique est constitué de puits de pompage, de pompes et de piézomètres de surveillance en nombre suffisant pour contenir au droit du site les eaux souterraines impactées par le lithium .

Les puits de pompage sont répartis de manière à créer des cônes de dépression se chevauchant, et ce afin d'empêcher le déplacement de la pollution vers la zone portuaire et la Seine.

Les puits de pompage sont reliés à une unité de traitement avant rejet en Seine.

Sauf périodes de maintenance des installations de pompage et/ou de traitement ou périodes de tests de l'éventuel effet rebond, les forages et les installations de traitement fonctionnent en permanence afin de permettre un confinement efficace de la pollution et un rejet conforme au milieu naturel. Tout arrêt fait l'objet d'une information auprès de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site de la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISITCS 8 à 18 heures le jeudi 23 mai dans le cadre d'une inspection inopinée de routine visant à constater le fonctionnement du confinement hydraulique et du traitement des eaux souterraines impactées par l'incendie du 16 janvier 2023. À cet horaire, seul un gardien était présent sur le site. Un second renfort devait alors arriver à partir de 20 heures selon ses dires.

Non-conformité n°1 : l'inspection des installations classées a constaté au cours de la visite l'absence de fonctionnement de la barrière hydraulique, sans que cette interruption n'ait été portée à sa connaissance, comme le stipule l'article 2.1 annexé à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié. **En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de redémarrer sa barrière hydraulique dès notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.** Des éléments de compréhension sur l'absence de fonctionnement de cet équipement seront par ailleurs à adresser à l'inspection des installations classées.

Commentaire de l'inspection n°1 : l'inspection des installations classées rappelle que l'arrêt des pompes liés au confinement hydraulique est soumis à l'accord préalable de l'inspection sur la base d'un protocole proposé par l'exploitant, comme explicité à l'article 2.5 annexé à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié. Les derniers résultats de suivi des eaux souterraines ne permettent pas de justifier du déclenchement d'une telle procédure.

Le dernier rapport hebdomadaire de l'exploitant de suivi de la barrière hydraulique daté du 14 mai 2024 informe sur un volume pompé d'environ 23 255 m³, dont environ 654 m³ issus de la citerne souple et environ 5 540 m³ issus des eaux de ruissellement du site au 06 mai 2024.

Par ailleurs, ce rapport précise que *"suite à la découverte d'hydrocarbures dans les réseaux d'eau pluviale le 26 février 2024, le pompage des eaux de ruissellement a été stoppé en attendant les instructions du maître d'œuvre. Le pompage a ensuite repris en dirigeant les eaux pompées vers l'unité de traitement dans la journée en contrôlant le niveau de flottant dans le regard de pompage, et vers la citerne souple la nuit. Par ailleurs, un boudin absorbant d'hydrocarbures a été mis en place*

dans le regard n°5 afin de capter le surnageant.

À partir du 11 mars 2024, les eaux du regard n°5 ont été envoyées exclusivement vers l'unité de traitement.

Le lundi 25 mars 2024, une nouvelle arrivée d'eaux noires avec phase flottante a été observée en provenance des eaux de ruissellement. Le pompage de ces eaux a donc été arrêté. Il a été repris le 26 mars 2024. Le 15 avril 2024, le même incident a été constaté. Suite à cette découverte, le pompage des eaux de ruissellement a été stoppé en attendant les directives du maître d'œuvre.

Sur la dernière semaine de traitement, le débit global de la barrière hydraulique est légèrement inférieur à 5m³/h. On remarque également que les débits sont globalement stables entre les campagnes (exception faite lors de la maintenance des pompes) et homogènes entre les différents puits de la barrière.

Seul le puits de la barrière hydraulique n°3 présente un débit plus faible comparé aux autres ouvrages de pompage.

Les eaux de pompage ont été renvoyées vers les citernes souples entre le 18 et le 25 avril inclus."

Durant la visite, l'inspection a constaté la perforation d'une des 2 bâches souples de 500 m³ présentes sur le site, sans qu'il ne puisse être déterminé avec précision l'origine de cette dégradation. Cette bâche contenait lors de la visite quelques mètres cubes d'eau (quelques centimètres d'épaisseur) sans que de l'eau ne s'en échappe, la percée étant située sur le dessus. La seconde bâche était quant à elle non raccordée à l'unité de traitement et remplie approximativement à plus de 80%.

Demande n°1 : l'exploitant détaillera à l'inspection des installations classées sans délai sa connaissance de l'état actuel (quantité, qualité, etc.) des différentes eaux stockées sur son site (dans les 2 bâches souples, les réseaux d'eaux pluviales et son unité de traitement à l'arrêt).

Demande n°2 : la reprise de l'activité de traitement des eaux polluées devra débuter par la vidange de la bâche trouée et ce avant toute nouvelle réutilisation de l'équipement. La seconde bâche chargée en eau polluée devra également faire l'objet d'un traitement rapide de son contenu afin de libérer le stockage de secours qu'il représente en cas de défaillance du système de traitement de la barrière hydraulique.

Demande n°3 : l'exploitant entretiendra sans délai les abords de son site envahis de végétaux et plus précisément les accès au point de rejet final de son unité de traitement et dont aucun eau ne s'écoulait au moment de la visite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 jour

N° 2 : Gestion et traitement des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 3 de l'annexe

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des réseaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 s'assure en tout temps de maintenir un niveau d'eau dans les réseaux de son site sis Grand-Couronne le plus bas possible, conformément à la

gestion et au traitement décrits dans son arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 07 mars 2023.

L'exploitant veille à ce que les eaux situées dans le regard Sud-Est de l'installation, à proximité de la cellule n° 4, fasse l'objet du même traitement.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant le 31 juillet un compte-rendu détaillant le débit de pompage de ces eaux, les valeurs atteintes, l'exutoire sélectionné ainsi que le planning de rejet.

L'exploitant SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 a la possibilité de soumettre à l'inspection des installations classées une demande d'arrêt du traitement des eaux présentes dans les réseaux de son site une fois les opérations de déblais réalisées.

Constats :

Au cours de la visite de site, l'inspection des installations classées a constaté un assèchement des réseaux au point bas situé au Sud-Est du site. Le regard portant la mention "pompe de refoulement" situé à proximité contenait quant à lui de l'eau sans qu'il ne soit possible d'en juger la hauteur.

L'inspection a également constaté la présence d'eau recouverte d'un film irisé dans les regards Nord-Ouest du site, dont celui d'où sont extraites les eaux en vue de leur traitement. Dans ces regards également, l'inspection n'a pas été en mesure de relever les épaisseurs d'eau.

Commentaire de l'inspection n°2 : la proposition de mise en demeure adressée à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime au premier point du présent rapport vise également la reprise sans délai du traitement des eaux issues des réseaux d'eaux pluviales.

Type de suites proposées : Sans suite